RECHERCHE ET EXPLOITATION D'HYDROCARBURES

Sonatrach joue l'offensive

Le lancement du prochain appel d'offres pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures est inscrit durant l'exercice 2015. Sonatrach maintiendra son programme d'investissement à moyen terme malgré la baisse des prix du pétrole.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La baisse des prix du pétrole ne suscite pas une forte appréhension de l'establishment énergétique national. Même si les cours de l'or noir fluctuent autour des 70 dollars le baril, le groupe Sonatrach n'entend pas remettre en cause son programme de développement à moyen terme (2015-2019).

90 milliards de dollars d'investissements à l'horizon 2019

C'est ce que le P-dg de la compagnie nationale a assuré hier, en marge de l'ouverture à l'hôtel Sheraton-Club-des-Pins du 9e Sommet nord-africain du pétrole et du gaz, ouvert du 7 au 8 décembre 2014 et auquel participent des représentants institutionnels et opérateurs du Maghreb et de l'Égypte ainsi que de plusieurs grandes compagnies internationales. «Nous avons décidé de ne pas changer le plan d'investissement. Il sera maintenu», déclarera Saïd Sahnoun qui prévoit que son groupe réalisera des recettes prévisionnelles de l'ordre de 60 milliards de dollars à la fin 2014 contre 70 milliards de dollars en 2013 (avec une production de l'ordre de 200 millions de tonnes équivalent pétrole –TEP).

Comme le P-dg de Sonatrach a indiqué que 28 découvertes d'hydrocarbures ont été réalisées à la fin octobre 2014, mettant en évidence quelques centaines de millions de TEP, s'ajoutant aux 112 découvertes effectuées entre 2010 et 2013 et qui ont permis d'augmenter de 5% la base de réserves. Une sérénité face aux fluctuations des cours du pétrole que le conseiller auprès du ministère de l'Energie, Ali Hached avait aussi affichée, estimant la baisse des prix d'ordre conjoncturel, «cyclique» et limitée en terme de seuil.

Et dans le contexte où, relevait auparavant le directeur général des hydrocarbures au ministère de l'Energie, Mustapha Hanifi, des investissements accrus sont importants pour couvrir une demande mondiale croissante et assurer une production estimée à 60 millions de barils/jour d'ici 2040.

Ce faisant, un programme quinquennal inchangé pour lequel une enveloppe de l'ordre de 90 milliards de dollars sera consentie, avait dit le patron de Sonatrach et qui vise principalement à renforcer la base nationale de réserves d'hydrocarbures. Ainsi, 70% du programme quinquennal 2015-2019 seront consacrés fondamentalement à l'exploration et au développement des hydrocarbures tant conventionnels (pétrole et gaz), avec 22 milliards de dollars pour le développement de gisements gaziers essentiellement matures (dans le sud-est et le sud-ouest du pays), que non-conventionnels (gaz de schiste…).

Une production de 20 milliards de m³ de gaz de schiste dès 2022

Et ce, dans le contexte où l'intensification de l'effort d'exploration est de mise, considérait Saïd Sahnoun lors d'une intervention en plénière, insistant sur la nécessité de valoriser toutes les ressources en hydrocarbures dont les non-conventionnels. A ce propos, le P-dg de Sonatrach indique qu'un projet de partenariat pour la valorisation à titre pilote de gaz de schiste, d'un montant de 400 millions de dollars et portant sur le forage d'une dizaine de puits, devrait être concrétisé durant le prochain semestre 2015 et entrer en production dès 2017. Un projet qui entre dans le cadre de la politique d'expérimentation du non-conventionnel, initiée par Sonatrach et qui ne nécessite pas des investissements colossaux. Pour autant, la mise en production et la commercialisation de l'important potentiel algérien en gaz de schiste est prévue dès 2022 pour une quantité de 20 milliards de m³ et dès 2025 pour un volume de l'ordre de 30 milliards de m³, avançait Saïd Sahnoun. Ce dernier se montrant rassurant quant à l'impact environnemental de la valorisation des hydrocarbures non conventionnels et mettant en avant le recours aux technologies idoines et la réduction des coûts de production.

Photo : NewPress

Sahnoun insiste sur la nécessité de valoriser toutes les ressources en hydrocarbures.

Le partenariat, une option primordiale

Notons, ce faisant, que même si 88% du programme d'investissements de Sonatrach seront réalisés en «effort propre» selon Saïd Sahnoun, le développement du partenariat constitue également une option primordiale.

Notons en ce sens que le directeur exécutif Partenariat de Sonatrach, Kamel-Eddine Chikhi, relèvera l'impact positif et à poursuivre du partage de production en association. Une option primordiale que le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (l'Alnaft), Sid-Ali Betata, considérera également comme un «levier important» pour le développement de l'exploration pétrolière, notamment sur le long terme et sur la base du transfert réel de savoir-faire et de la technologie. Dans ce contexte, le président de l'Alnaft saluera «le dialogue permanent» avec les partenaires étrangers, notamment ceux qui ont participé à l'appel d'offres pour la recherche et exploitation d'hydrocarbures, lancé en janvier dernier et qui a abouti en septembre dernier à l'attribution de quatre périmètres. Des «résultats enregistrés avec satisfaction», dira Sid-Ali Betata, relevant une certaine dynamique en termes d'attractivité du domaine minier national. Néanmoins, l'Agence entend rester à «l'écoute» des partenaires, des rencontres ayant été déjà tenues suite à l'appel et d'autres sont en cours selon le président de l'Alnaft, en vue d'évaluer objectivement et voir comment booster cette attractivité. En ce sens, Sid-Ali Betata assurera que son agence «travaille très fortement» pour la préparation du prochain appel d'offres pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures. «Nous avons inscrit, dans notre plan d'action, le lancement d'un appel à la concurrence durant le prochain exercice», soit en 2015, indique le président de l'Alnaft sans être davantage précis dans la mesure où l'évaluation se poursuit.

C. B.

PROJETS D'INNOVATION

Les inventeurs souffrent de l'absence d'une aide financière

Nombreux étaient les inventeurs à avoir exposé leurs projets d'innovation au 4e Salon national de l'innovation (Sainnov) tenu hier, à la Safex à Alger. Des créateurs qui souffrent de l'absence du soutien de l'Etat pour faire valoir leurs inventions.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Des centaines d'inventions dans différents domaines sont brevetées par l'Inapi (Institut national de la propriété industrielle) mais demeurent en stand-by. Une situation que l'Organisation des inventeurs et de la recherche scientifique incombe à l'absence d'aides financières. Pourtant, «les inventeurs sont le moteur de l'économie d'un pays», estime le premier vice-président de l'organisation. Il déplore le manque d'intérêt de l'Etat à l'égard des inventeurs.

Selon lui, l'Etat fait dans les deux poids deux mesures. Et de citer ainsi les dispositifs d'aide à l'emploi notamment l'Ansej qui «finance des projets souvent imaginaires ou qui finissent par s'évaporer». «Pourquoi l'Etat n'aide pas les inventeurs, eux qui ont déjà des projets concrets ?», s'interroge-t-il.

Les inventeurs exposant au Sainnov se sont accordés pour soulever le même problème : l'absence d'un accompagnement financier.

Auteure de l'invention d'un dispositif électronique d'affichage de données personnelles relatives à un patient sur un bracelet à poignet, Mme Malika Abad, regrette que l'Algérie «n'accorde pas de l'importance à l'invention». Elle assure que sa famille à elle seule (le fils, le mari et elle-même) détient plusieurs inventions en mécanique, hydraulique et en parapharmaceutique, brevetées par l'Inapi et qui attendent toujours qu'un investisseur s'y intéresse.

Même son de cloche chez son voisin qui expose des appareils de sport. Champion du monde des arts martiaux en 2001, Maitre Mohamed Ben Cheikh s'est mis à la création d'appareils de sport. «Ma première invention est ''le petit bois dynamique'', un appareil de sport qui permet d'effectuer 300 exercices différents», explique-t-il.

Brevetée par l'Inapi, cette innovation lui a permis d'arracher le premier prix de l'invention dans le domaine du sport en 2009-2010. Mohamed Ben Cheikh parle aussi de l'invention de sept autres appareils dont le tout dernier «le petit bois magique» qui permet de réaliser 700 exercices «alors qu'il ne pèse que 850 grammes», dit-il. Seulement, poursuit-il, «l'absence de financement et de prise en charge des produits inventés se dressent comme des obstacles et m'empêchent d'aller plus loin».

Le Sainnov constitue ainsi une opportunité à tous ces inventeurs pour attirer un potentiel investisseur.

Ry. N.

COOPÉRATION ALGÉRO-GRECQUE

Priorité aux partenariats productifs

Un mois après sa création, le Conseil d'affaires algéro-grec a tenu, hier, sa première rencontre, à l'occasion de la visite d'Etat de trois jours du Président de la Grèce, Karolos Papoulias.

Salah Benreguia - Alger (Le soir) - Hier au siège de la Chambre algérienne du commerce et de l'industrie (CACI), Tayeb Ezzeraïmi, président dudit Conseil a mis l'accent sur la nécessité de développer des partenariats «productifs» entres les opérateurs économiques des deux pays. En clair, fini le temps de la commercialisation tous azimuts sur le marché algérien des produits étrangers mais surtout ne pas perdre de vue l'objectif de la mise en place d'un véritable tissu productif et industriel national, avec notamment des partenaires étrangers.

«La nécessaire libéralisation de notre commerce extérieur doit favoriser le développement des capacités de la production nationale. En effet, nous avons besoin de réaliser un niveau suffisant d'intégration et de diversification de notre économie et développer nos exportations hors hydrocarbures», a indiqué M. Ezzeraïmi lors de cette rencontre qui a vu la participation d'une dizaine d'opérateurs économiques grecs et quelques hommes d'affaires algériens. Rappelant que «l'économie grecque a atteint un niveau de développement et de Know How très important», la même source a souhaité que notre «pays bénéficie de ce potentiel à travers des partenariats gagnants-gagnants entre les entreprises des deux pays, et ce, dans divers secteurs d'activité».

Concernant, par ailleurs, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays, M. Ezzeraïmi a fait savoir qu'une courbe ascendante a été certes enregistrée ces dernières années. Toutefois, la nature des échanges notamment les exportations algériennes vers la Grèce restent tristement dominées par les hydrocarbures et les produits dérivés.

Pour ce qui est des exportations de ce pays vers l'Algérie, ce sont principalement des produits finis et équipements industriels. En chiffre, le volume des échanges commerciaux entre les deux, pays a dépassé, durant les 9 premiers mois de l'année en cours, 546 millions de dollars dont 335 millions de dollars relèvent d'importations.

Pour ce qui est de l'exercice écoulé, le volume de ces échanges a atteint 903 millions de dollars alors qu'il a avoisiné 887 millions de dollars en 2012. Ces chiffres sont en deçà «du niveau requis, et ce, en dépit des efforts consentis notamment au niveau politique», toujours selon M. Ezzeraïmi.

De son côté, le président de l'Agence grecque du commerce extérieur Aristomenis Syngros a souligné l'intérêt des opérateurs économiques de son pays au marché algérien, notamment dans le secteur de la pharmacie, la construction et l'agroalimentaire.

A noter que plusieurs réunions et rencontres d'affaires, aussi bien en Algérie qu'en Grèce ont été inscrites dans l'agenda du Conseil d'affaires.

S. B.